

Travailler pour rien. Les incertitudes d'un intermédiaire culturel dans une ville en déclin

Stéphane est chargé de communication en CDI dans une association culturelle. Il a 49 ans et est propriétaire d'un appartement dans le centre historique de Lergnes, une ville moyenne du Centre de la France. Après s'être confiné quatre jours au domicile de sa compagne, institutrice (où vivent également les deux enfants de celle-ci), il a préféré rentrer chez lui, jugeant son logement et sa vie solitaires plus adaptés au télétravail. Stéphane dit être de « ceux qui respectent le confinement » et s'offusque de voir des voitures « immatriculées 92 ou 75 » circuler dans sa rue ou d'entendre des « cas soc' » discuter tard le soir sous ses fenêtres. Pour lui, le respect du confinement est une question de « bon sens ».

S'en sortir par le haut : d'une jeunesse rurale et populaire à un emploi de cadre dans une association culturelle

A 49 ans, Stéphane Cordier travaille en CDI dans une association culturelle de Lergnes¹ depuis 2016. Il est en charge de la communication d'une petite salle de concerts spécialisée dans les « musiques actuelles ». L'essentiel de sa carrière s'est fait au sein d'associations culturelles, dans cette ville moyenne du Centre de la France où il vit et travaille depuis qu'il est lycéen. Ses origines rurales et populaires ne le prédisposaient pourtant pas à un tel destin. Stéphane n'a en effet pas grandi dans une « famille d'intellos », comme il le dit à l'occasion de notre premier entretien en 2014², mais dans une petite commune ouvrière du département, avec son père, d'abord mécanicien puis commercial, et sa mère, employée d'assurance, avant de devenir secrétaire de mairie. Tous deux sont donc peu familiers à la culture légitime (« *mon père a pas son bac, j'ai pas pris de culture sur eux* ») mais ils croient fermement aux vertus émancipatrices de l'école et encouragent leurs enfants à s'investir dans le travail scolaire. Stéphane, comme son petit frère devenu artisan d'art (après des études de sociologie) et sa grande sœur devenue institutrice, constitue ainsi un cas emblématique d'ascension sociale par le capital culturel.

A la fin des années 1980, le jeune homme est scolarisé dans un lycée à Lergnes, à une trentaine de kilomètres du domicile familial. Cette expérience représente pour lui une ouverture du champ des possibles. D'une part, elle permet au jeune homme de s'acculturer à certains registres musicaux sur lesquels se fondera son ascension sociale à venir, en premier lieu le rock indépendant anglosaxon (« *moi, je m'étais arrêté à Brel et aux Beatles* » me dit-il). D'autre

¹ Afin de garantir l'anonymat de l'enquêté, son nom et prénom ainsi que celui de la commune où il réside ont été changés. Précisons seulement que Stéphane habite une ville moyenne du Centre de la France dont l'unité urbaine comprend environ 60 000 habitants et est la préfecture d'un département rural qui concentre des fonctions territoriales fortes. Cette agglomération est en décroissance depuis 1975 et comprend un taux de logement vacant (14 %) ainsi qu'un taux de chômage (18 %) supérieurs à ceux constatés en France métropolitaine (respectivement 8 % et 14 %). Sources : Insee, RP 1968 à 2015.

² Cet homme a été rencontré initialement dans le cadre d'une enquête ethnographique menée de 2010 à 2018. Un premier entretien a été réalisé en 2014, suivi d'un deuxième en 2015. Pour les besoins de cette enquête collective, deux nouveaux entretiens ont été réalisés par téléphone, les 13 et 24 avril 2020.

part, les années lycée sont, pour Stéphane, l'occasion d'investir la scène associative locale en tant que spectateur et bénévole. Il participe ainsi à l'organisation d'un festival de courts métrages ainsi qu'à celle de quelques concerts, expériences qui lui permettent de nouer des relations avec des militants associatifs plus âgés, qui seront décisives pour la suite de sa trajectoire.

Après avoir décroché un BTS « Communication », une des associations dans laquelle il est bénévole l'embauche, d'abord dans le cadre d'un CES (Contrat Emploi Solidarité), puis d'un CDI. Il occupe ce poste jusqu'en 2008, date à laquelle il fait l'objet d'un licenciement économique, l'association qui l'emploie étant confrontée à une diminution drastique de ses subventions. S'ensuit une période de précarité et d'incertitude durant laquelle Stéphane oscille entre périodes de chômage et CDD, au sein de plusieurs associations et collectivités locales. En 2016, il décroche de nouveau un CDI en tant que chargé de communication de cette salle de concerts associative, où il était bénévole depuis la fin des années 1990. Cette trajectoire sociale heurtée mais globalement ascendante n'est pas rare dans le contexte de cette ville moyenne en déclin. Stéphane, comme bien d'autres enfants issus des classes populaires locales, a ainsi construit son ascension sociale sur les politiques de décentralisation de l'Etat, dont les objectifs sont remis en cause depuis la fin des années 2000 (Artioli, 2017).

D'un logement à l'autre : la difficile vie en famille recomposée pendant le confinement

Cette stabilité professionnelle retrouvée permet à Stéphane d'améliorer progressivement son statut résidentiel et ses conditions de logement. Après avoir loué un petit appartement de centre-ville et avoir été hébergé plusieurs années par un ami, il contracte un prêt immobilier en 2017 et achète un appartement au rez-de-chaussée d'un immeuble des années 1930. Il vit seul dans cet appartement de 70 mètres carrés à proximité du centre-ville. Ce logement comprend trois pièces et un jardin privatif de 60 mètres carrés, à proximité de nombreux commerces et des lieux de sociabilité (cafés, locaux associatifs) qu'il affectionne.

Suite à l'annonce du confinement, Stéphane décide de quitter ce logement pour rejoindre la femme avec qui il est en couple depuis trois ans, institutrice en école maternelle, et mère de deux enfants de 9 et 14 ans qu'elle élève seule. Ces derniers habitent une grande maison isolée dans une commune rurale à une dizaine de kilomètres. Il s'agit d'un ancien corps de ferme avec trois chambres et une salle de jeux aménagée sous les combles, une grande pièce à vivre et une cuisine au rez-de-chaussée, ainsi qu'un grand jardin. Malgré l'espace disponible, la cohabitation s'avère difficile. Les premiers jours du confinement, il essaie de concilier télétravail et participation à la vie de cette famille, à laquelle il se sent partiellement étranger, mais n'y parvient pas en raison de l'absence d'un espace où s'isoler et de la mauvaise connexion à internet. Par ailleurs, Stéphane, qui n'a guère l'habitude de partager la vie de cette mère et de ses deux enfants plus d'un week-end (« *on ne vit pas ensemble et c'est très bien comme ça !* »), a rapidement l'impression de ne « *pas être à [sa] place* » dans un rôle parental qu'induit une cohabitation à long terme. Il décide finalement, après quatre jours de confinement et en accord avec sa compagne, de regagner son domicile personnel, dans le centre de Lergnes.

Cette décision n'est pas facile pour Stéphane. D'une part, l'homme se sent coupable de laisser sa compagne seule face à la surcharge de travail domestique, engendrée notamment par l'arrêt de la scolarisation de ses deux enfants et le suivi du travail scolaire qu'il implique. Ensuite, ce départ engage nécessairement une séparation affectivement coûteuse dont la durée, en ce début de confinement, est encore difficile à évaluer. Lors de notre premier entretien téléphonique, le confinement n'a démarré que depuis trois semaines. L'homme me dit alors bien vivre cette séparation, qui s'accompagne dans son cas d'un respect strict des consignes de distanciation physique (il ne quitte son domicile qu'une fois par semaine pour faire des courses et ne voit personne). A l'occasion de notre deuxième entretien, après cinq semaines de confinement, son discours a cependant changé. L'éloignement de sa compagne l'affecte désormais beaucoup plus, malgré des contacts téléphoniques quotidiens. Mais c'est plus généralement la rupture avec son mode de vie habituel, caractérisé par une sociabilité intense au sein de cafés et de locaux associatifs de centre-ville, qui est pour lui difficile à supporter. Là encore, l'investissement de supports de sociabilité alternatifs, en premier lieu les réseaux sociaux desquels Stéphane est un habitué, ne suffit pas à combler ce sentiment de solitude.

Stéphane — Le premier mois ça allait, j'ai vu personne et j'en ai pas souffert. Je devais sortir une fois par semaine, vraiment le strict minimum. Il y avait l'idée, c'est important de respecter le truc, on le respecte quoi. Puis, bon, passé un mois, ben c'est dur la solitude ! Parce que les contacts téléphoniques, c'est bien, mais si tu fais rien, ben t'as rien à dire. On se téléphone deux fois par jour avec Virginie mais bon, au bout d'un moment on a plus grand-chose à se dire : on fait tous la même chose on se lève le matin, on travaille un peu sur notre ordi, puis voilà quoi.

Stéphane dispose pourtant de conditions de logement favorables pour une personne seule, à la fois compte tenu du statut d'occupation de son logement (accédant à la propriété) qui lui assure une certaine stabilité, de sa superficie, de l'accès à une parcelle de jardin privative et de sa position dans le centre-ville peu dense d'une ville moyenne. Sa parcelle de jardin va d'ailleurs faire l'objet d'un investissement accru alors qu'elle était laissée à l'abandon depuis son aménagement. Après avoir défriché le jardin les premières semaines, qui était envahi par les bambous d'une parcelle limitrophe, il profite désormais de cet espace deux fois par jour, en fin de matinée pour prendre un café au soleil et après sa journée de travail pour boire une bière. Quant au contexte résidentiel, il se prête mieux que d'autres aux sorties, à la fois parce que le centre-ville de Lergnes est relativement peu dense³, et présente à ce titre un risque sanitaire moindre, mais aussi parce que les contrôles de police sont concentrés aux entrées et sorties de l'agglomération et réservés aux automobilistes. Cette situation permet à Stéphane, alors que la solitude lui pèse après le premier mois de confinement, de sortir davantage, dans le strict respect des consignes sanitaires cependant.

³ Au RP 2016, la densité de la commune où réside Stéphane est d'environ 1 900 habitants par km² contre 21 000 à Paris.

L'incertitude des intermédiaires du travail artistique

Le 16 avril 2020, Franck Riester est l'invité de la matinale sur *France Inter*. Les déclarations du ministre de la Culture, qui doit préciser les modalités de l'interdiction des festivals prévus avant le 15 juillet⁴, sont alors très attendues par Stéphane, de même que par nombre d'intermédiaires du travail artistique dont l'activité professionnelle est menacée. Le ministre annonce à cette occasion que toutes les manifestations culturelles organisées avant le 15 juillet devront être annulées, à l'exception possible des « *petits festivals ruraux, avec une scène, un musicien et 50 personnes, à un mètre les uns des autres, sur des chaises, avec un masque* »⁵. Loin de répondre aux attentes de Stéphane, qui se définit comme « *pas militant mais résolument de gauche* », les propos de ce ministre suscitent chez lui un fort agacement : ils entretiennent l'incertitude et témoignent d'un certain « *mépris parisien* » à l'égard des acteurs culturels des espaces ruraux et des villes petites et moyennes.

D'une part, participant à l'organisation d'un festival du 16 au 22 juillet, la date du 15 juillet met Stéphane dans l'embarras (comment être sûr que celle-ci ne sera pas reportée ou que les risques sanitaires seront effectivement moindres ?). Par ailleurs, si ce festival est bien de taille modeste et organisé dans une commune isolée du département, il réunit sur le week-end environ 4 000 personnes, et est ainsi loin de correspondre à la définition d'un « *petit festival rural* » proposée par Franck Riester, que Stéphane n'affectionne guère habituellement et qu'il juge ici déconnecté de la réalité. Dès lors, face à ces incertitudes, les membres de l'association décident à l'unanimité d'annuler le festival.

Stéphane — On n'a pas vraiment d'infos, il y a date du 15 juillet mais c'est tout. Tout n'est pas clair. Moi ce qui m'inquiète le plus, c'est qu'on ne sait pas. Je ne veux pas critiquer le gouvernement mais on ne sait pas où on va. C'est pas que ça me fait peur mais ça m'angoisse un peu de savoir qu'est-ce qu'on fait ou qu'est-ce qu'on fait pas. Je trouve ça beaucoup plus anxiogène : tu dis "on sort pas", on sort pas ; là tu dis "on sort pas", mais on peut quand même, dans des conditions qui ne sont pas claires et pas réalistes. On est comme les restaurateurs, les bars : on sait pas.

Si les annulations des activités de l'association ne menacent pas, à court terme, son existence, Stéphane craint que celles-ci soient utilisées pour justifier dans un avenir proche d'hypothétiques baisses de subvention. Celles-ci lui semblent d'autant plus crédibles qu'elles affectent déjà nombre d'associations culturelles depuis la fin des années 2000, dont celle qui l'avait licencié en 2008 notamment pour cette raison, et qu'une nouvelle cure d'austérité est alors déjà annoncée. Cette incertitude, à court, moyen et long termes, affecte Stéphane dans l'organisation quotidienne de son travail à son domicile. S'il n'est pas au chômage, son activité s'allège et perd de son sens à mesure que les semaines passent et que les différentes manifestations culturelles qu'il contribuait à organiser sont annulées ou menacées de l'être. Les réunions et « *points Skype* », qui scandent le rythme du travail confiné, se font par ailleurs de

⁴ Mesure annoncée par Emmanuel Macron lors de son allocution télévisée du 11 mai 2020.

⁵ Propos de Franck Riester diffusés dans l'émission « L'invité de 8h20 » sur *France Inter* le 16 avril 2020.

plus en plus rares : à l'occasion de notre deuxième entretien, Stéphane m'annonce n'en avoir pas faits depuis près de 10 jours. Dès lors, se lever le matin et « *travailler pour rien* » devient chaque jour plus difficile. La période est en cela propice à réactiver des doutes quant au bien-fondé de sa « vocation » culturelle (Dubois, 2013). Celui qui, lycéen, se voyait déjà « *travailler dans la culture* », me fait ainsi part, pour la première fois depuis notre première rencontre, après cinq semaines de confinement, d'un discours désabusé sur la suite de sa carrière.

Stéphane — On va se poser la question pour le festival. La com' [communication] commence à se mettre en place, je fais mon boulot mais bon... La question se pose au niveau des frais engagés là : est-ce qu'on loue le chapiteau pour le plein air ? Est-ce qu'on commence à activer la programmation ? Là on travaille en sachant qu'on sait pas. Du coup, j'ai beaucoup moins d'entrain à travailler. Là je dois bien avouer que je suis en mode ralenti. A mon avis on va annuler le festival mais on sait pas. [...]. Même si je me mets à 8h devant mon ordi tous les matins, il faut bien avouer qu'il y a moins d'entrain. [...]. J'ai 49 ans, je sais pas si j'ai envie de continuer de faire ça toute ma vie, à quoi bon ?

Le respect du confinement comme morale de classe

Si, au fil des semaines, le rapport de Stéphane à l'égard du confinement s'est assoupli, il n'en reste pas moins un fervent défenseur de la nécessité d'un respect strict de celui-ci (« *moi je suis de ceux qui respectent le confinement* » me dit-il à l'occasion de notre premier entretien). Le premier mois, l'homme limite ainsi ses sorties au strict minimum, à raison d'une par semaine pour faire ses courses dans les commerces les plus proches de chez lui. S'il n'a pas encore pu se procurer de masques, il porte à ces occasions des gants en latex et nettoie ses mains au gel hydroalcoolique. Il n'envisage par ailleurs pas de braver le confinement pour rejoindre sa compagne et ses enfants, craignant les contrôles de police aux entrées de l'agglomération mais arguant surtout de la nécessité de suivre les consignes sanitaires des autorités. Stéphane n'hésite par ailleurs pas à mettre en scène son respect du confinement sur certains réseaux sociaux, par exemple en s'affichant à son domicile au côté d'une pile de bandes-dessinées le 20 mars, ou en publiant un message le 7 avril affirmant qu'il n'est jusqu'ici sorti qu'à cinq reprises de chez lui.

A l'occasion de notre deuxième entretien, Stéphane m'annonce sortir davantage, tout en continuant de respecter scrupuleusement les règles du confinement. Par « *nécessité physique* », il réalise désormais chaque matin une marche de 30 minutes dans les limites du périmètre d'un kilomètre autorisé et en profite pour acheter quotidiennement du pain frais, alors qu'il avait jusqu'ici pris l'habitude de le congeler pour minimiser les contacts sociaux. Ces sorties laissent à Stéphane un goût amer. Lui qui, à l'occasion de nos précédents entretiens de 2014 et 2015, me faisait part du constat de la dégradation du bâti et de la paupérisation dans le centre-ville, très largement partagé par les classes moyennes et supérieures locales, trouve que le confinement participe à en rendre encore plus visibles certaines manifestations. Il critique en premier lieu l'état de saleté des rues qui, en cette période de confinement, sont moins fréquemment nettoyées. Ses escapades matinales sont l'occasion de constater la présence de bris de verre dans les rues, ou encore de la stagnation des chantiers, comme celui de l'évacuation

des gravats au sein d'un restaurant incendié au début du confinement, devant lequel il passe pour aller acheter son pain.

Stéphane s'étonne surtout de ne « *croiser personne* », c'est-à-dire personne qu'il ne connaisse, ce qui est pour lui inhabituel, étant une figure centrale de l'« interconnaissance lâche » (Bozon, 1984) qui caractérise le centre-ville des villes moyennes. Le confinement rendrait ainsi moins visibles « *ceux qui respectent le confinement* » et, en contrepartie, plus visibles « *ceux qui ne [le] respectent pas* », dont il revient avec moi sur deux figures emblématiques, aux deux bouts de l'échelle sociale. D'abord les « *cas sociaux* », qu'il entend « *trainer* » le soir sous sa fenêtre et aperçoit le matin « *un peu bourrés* ». Sont ainsi désignés par Stéphane des ménages de classes populaires paupérisées, en progression dans les quartiers centraux depuis les années 2000, en raison de la dégradation de la valeur économique et symbolique de l'espace (Guéraud, à paraître). Mais il y a aussi les « *parisiens immatriculés 75 ou 92* », qu'il voit passer en voiture sous sa fenêtre la journée, et dont il critique non seulement la présence (« *je comprends pas pourquoi ils sont ici* »), mais également le fait qu'ils ne respectent pas le confinement (« *ils circulent vraiment beaucoup, je pense qu'on est loin du strict nécessaire là !* »). Au total, la « bonne volonté sanitaire » affichée (Arborio et Lechien, 2019) lui donne l'occasion de se distinguer à la fois des classes populaires paupérisées de ce centre-ville en déclin et des classes supérieures parisiennes en villégiature. Elle participe de ce fait à la réassurance d'une position sociale acquise au fil d'une longue ascension sociale, menacée structurellement, par les politiques d'austérité, et conjoncturellement, en raison de la pandémie de Covid-19).

Stéphane — Le matin, quand on sort, c'est un peu glauque. Tu sais pas où tu es, tu vois des gens que tu connais pas. Il y a pas mal de cas sociaux le matin vers 7h30-8h. Il y a pas mal de gens un peu bourrés. C'est pour ça que je me suis dit, "je vais aller plutôt chez [nom d'un artisan-boulangier de centre-ville]", pour essayer de croiser des gens que je connais et ça a pas marché ! Tu vois pas les gens qui habitent en centre-ville, je les vois pas !

Le confinement participe ainsi à exacerber certaines tensions sociales, en particulier celles consécutives au déclin urbain qui sévit dans ce centre-ville. Ce phénomène est, en effet, préjudiciable aux classes moyennes supérieures qui sont attachées à cet espace par la propriété, à la fois parce que la valeur de leur patrimoine se dégrade, mais aussi parce qu'elles parviennent de moins en moins à y « donner le ton » (Chamboredon et Lemaire, 1970). Le respect des consignes sanitaires se fait alors « morale de classe » (Caveng et al., 2018) et participe ainsi à la réaffirmation des « appartenances sociales et territoriales » (Laferté et Weber, 2019), dans un contexte où l'incertitude atteint, pour certaines franges des classes moyennes à capital culturel dont fait partie Stéphane, une ampleur inédite, tant sur la scène professionnelle que résidentielle.

Bibliographie

ARBORIO A.-M., LECHIEN M.-H., 2019, « La bonne volonté sanitaire des classes populaires », *Sociologie*, Vol. 10, 1, p. 91-110.

ARTIOLI F., 2017, « Les politiques du retrait territorial de l'État », *Gouvernement et action publique*, N° 1, 1, p. 81-106.

BOZON M., 1984, *Vie quotidienne et rapports sociaux dans une petite ville de province: la mise en scène des différences*, Lyon, France, Presses universitaires de Lyon, 300; 5 p.

CAVENG R., DARBUS F., DENORD F., SERRE D., THINE S., 2018, « Des morales de classe ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 224, p. 76-101.

CHAMBOREDON J.-C., LEMAIRE M., 1970, « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, 11, 1, p. 3-33.

DUBOIS V., 2013, *La culture comme vocation*, Paris, France, Raisons d'agir, impr. 2013, 199 p.

GUERAUT É., à paraître, « Le mépris comme réassurance sociale. Une petite bourgeoisie culturelle confrontée à son déclin », *Sociétés Contemporaines*.

LAFERTE G., WEBER F., 2019, « Introduction », dans *Territoires, culture et classes sociales*, Paris, France, Éditions Rue d'Ulm.